

L'ajustement à « visage humain »

Bernard Conte

mel : conte@u-bordeaux4.fr

site web : <http://conte.u-bordeaux4.fr>

Dans la mise en avant des effets sociaux de l'ajustement, l'Unicef s'est révélée un chef de file, notamment à travers la publication d'un rapport, réalisé en 1987 par G.A. Cornia, R. Jolly et F. Stewart, intitulé *l'ajustement à visage humain*. Il convient tout d'abord de noter que l'Unicef ne remet pas en cause la nécessité de l'ajustement. Selon cette organisation, ce n'est pas l'ajustement en lui-même qui est la cause des difficultés sociales et humaines qui touchent plus particulièrement les groupes vulnérables. La raison première doit être recherchée dans la situation économique mondiale et nationale. L'Unicef souligne également le fait que sans aucune forme d'ajustement, la situation serait souvent plus dramatique. Malgré tout, l'application des politiques d'ajustement standard a indéniablement aggravé la situation des pauvres. En conséquence, il convient de concevoir et de mettre en œuvre des politiques d'ajustement alternatives, prenant en compte les conséquences sociales négatives des PAS et assurant une base pour une croissance durable et équitable.

Il ressort de cette étude que :

- L'assainissement financier n'a pu être véritablement atteint que lorsque les mesures ont été menées avec continuité, en particulier en ce qui concerne le contrôle de la masse salariale publique et la résorption des arriérés intérieurs.
- L'hyper inflation a été en général jugulée grâce à des mesures drastiques de gestion de la masse monétaire et la réduction du crédit.
- La stabilisation s'est accompagnée de fortes baisses dans la croissance du PIB, l'investissement et les dépenses sociales.
- Les déficits de balance des paiements ont été réduits, mais plus par contraction des importations que par la reprise des exportations.

De plus, le rapport met particulièrement en lumière les conséquences sociales de l'ajustement. Ces conséquences se mesurent en termes de malnutrition de plus en plus aiguë, de taux de scolarisation en baisse et de chômage croissant qui menacent le tissu social des pays engagés dans l'ajustement. D'autres études ultérieures s'intéressant à l'impact de l'ajustement sur les populations vulnérables apporteront de nouvelles critiques (Giovanni Andrea Cornia, Rolf van der Hoeven, Thandika Mkandawire, 1993).

Fort de ce constat, les propositions de l'UNICEF peuvent se résumer aux principaux points suivants :

- « La mise en œuvre de politiques fiscales, monétaires et salariales plus expansionnistes (moins austères) visant à soutenir la production et l'emploi et à assurer la satisfaction des besoins essentiels des populations au cours de la période d'ajustement. De plus, le processus d'ajustement est replacé dans un cadre temporel plus étendu, de l'ordre de cinq à dix ans, ce qui contraste avec la perspective de court terme envisagée initialement par les institutions de Bretton Woods. L'accent est également mis sur l'importance cruciale d'une aide massive de l'extérieur et non pas seulement sur les politiques nationales d'ajustement. Cette aide massive est envisagée tant en termes économiques que politiques » (Tarp, p.124-125).
- « La reconnaissance claire de l'importance de préserver un niveau minimal alimentaire et de revenu (monétaire ou en nature) pour les ménages et des services de base pour tous les groupes d'âge, en vue de protéger et maintenir la productivité et le bien-être de l'ensemble de la population...
- Le renforcement ou la création d'un réseau de services de base et d'aide aux jeunes enfants, la partie la plus vulnérable de la population, mais la plus importante pour l'avenir du pays et de plus, la moins coûteuse à protéger...
- Une restructuration sérieuse des services de santé, éducatifs et sociaux pour en renforcer l'efficacité en termes de coût ainsi que l'efficacité interne concernant la fourniture de ces services. Cela nécessitera des études pour identifier les économies possibles sur les produits importés et la recherche d'une efficacité plus grande dans l'utilisation des ressources locales (santé, éducation et autres services). On doit également prendre en compte les dimensions à long terme de l'ajustement pour définir des critères de restructuration aptes à assurer la soutenabilité des ces services à partir de ressources locales... » (Jolly cité par Sinha, 1995, 567).
- « La mise en œuvre de politiques sectorielles visant la restructuration de la production pour mettre l'accent sur la création de revenus et d'emplois productifs pour les groupes les plus pauvres de la population, en incluant des aides en faveur des petites activités dans le secteur informel urbain, des petits paysans, des femmes et des paysans sans terre. Ces politiques comprennent en particulier la réalisation d'investissements dans des domaines susceptibles d'accroître la capacité de production des pauvres, spécialement des femmes. Ces actions pourraient prendre la forme de

crédits spécifiques, de recherche et de développement de technologies adaptées, de programmes d’alphabétisation et de formation...

- La mise en place de programmes de compensation, visant à assurer de façon transitoire, mais additionnelle et ciblée, une aide aux populations pauvres affectées par l’ajustement, avec un accent particulier sur la protection des services de santé de base et des standards nutritionnels. Par exemple, il est possible d’envisager un maintien du niveau de revenu par le biais de programmes d’emplois publics (sous la forme de programmes d’activités à forte intensité de travail du type « ‘food-for-work’ et d’interventions alimentaires ‘school-feeding’, et d’autres formes d’aide alimentaire en direction des groupes à haut risque... » (Tarp, 125) .

En définitive, l’approche de l’ajustement à visage humain souligne que les politiques d’ajustement ne sont pas simplement mises en œuvre dans le but de réduire les déséquilibres macro-économiques, mais elles sont au contraire une partie intégrante des stratégies de développement à long terme.

« L’initiative de l’Unicef, relayée par d’autres agences des Nations unies, par des ONG, plusieurs scientifiques éminents et quelques gouvernements a conduit à une évolution dans la rhétorique des IFI. La protection des besoins fondamentaux et l’équité ont commencé à apparaître dans les discours du président de la Banque mondiale et du directeur du FMI. Malgré tout, comme le note Jolly « ces préoccupations n’ont pas encore été incluses dans le paradigme économique dominant qui inspire les politiques de la BM et du FMI » et les IFI continuent plus que jamais ‘à travailler dans le cadre du paradigme économique néoclassique’ (Jolly, cité par Sinha, 1995, 567) ».

Bibliographie :

Cornia G.A., Jolly R. et Steward F. (1987), *Adjustment with a human face*, vol. 1, *Protecting the vulnerable and promoting growth*, et vol. 2, *Ten countries cases*, Oxford, Clarendon Press.

Cornia G. A., van der Hoeven R., Mkandawire T., (1993), *Africa's Recovery in the 1990s: From Stagnation and Adjustment to Human Development*, Paris, UNICEF

Jolly R., (1991), “Adjustment with a human face a UNICEF record and perspective on the 1980’s”, *World Development*, vol. 19, n° 12, pp. 1807-1821.

Mosley P, Toye J. (1988), « The design of structural adjustment programs », *Development policy review*, vol. 6, pp. 395-413.

Mosley P., Harrigan J. et Toye J. (1991), *Aid and power : the World Bank and policy based lending*, Routledge, London.

Sinha Radha (1995), Economic reform in developing countries : some conceptual issues, *World Development*, vol. 23, n° 4, pp. 557-575.

Tarp Finn. (1993), *Stabilization and structural adjustment*, London – New-York, Routledge.